

Fake news et post-vérité : tous une part de responsabilité !

Arnaud Mercier

Professeur en Information-Communication, université Paris 2-Assas / IFP, CARISM

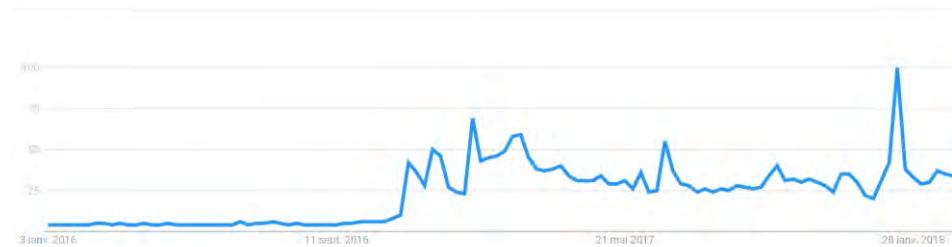
Les faits sont
complètement démentis
par mon opinion.



Fake news, post-vérité et faits alternatifs, par le dessinateur du journal Le Monde, Xavier Gorce. Reproduit ici avec l'aimable autorisation de l'auteur.

S'il est un terme qui a fait florès en un temps record à partir de septembre 2016, c'est bien celui de « fake news ». En pleine campagne électorale américaine, les partisans de Donald Trump, ceux qui ont su surfer sur son succès à coup de scandales et de déclarations tonitruantes pour faire de l'argent, ou encore des puissances étrangères en mal de déstabilisation, se sont employés à diffuser des informations fausses ou provocatrices pour affaiblir son adversaire (Hillary Clinton).

Ils utilisèrent les réseaux socionumériques comme Facebook, Twitter, 4chan ou encore Reddit, afin de voir se disséminer ces contenus trompeurs présentés à la façon d'une information journalistique. Nos contemporains ont rapidement adopté ce terme car ils ressentent que ce n'était pas juste une manipulation électorale comme d'habitude, que ce n'était pas juste une « false news ». La notion est rapidement devenue populaire, comme en atteste la courbe mondiale de recherche du terme sur Google, avec un pic en janvier 2018, bien après l'élection américaine.



Évolution de la recherche du terme « fake news » dans le monde selon Google trends, depuis le 1er janvier 2016

Définir les fake news

Le *Collins Dictionary* en a fait son mot de l'année 2017 en définissant une fake news comme « une information fausse, souvent sensationnelle, diffusée sous le couvert de reportages ». Mais si on veut traduire en français la nuance entre « false » et « fake », il vaut mieux éviter de parler de « fausses nouvelles » – notion ancienne et usuelle, reconnue légalement dans l'inusable loi française sur la presse de 1881 –, mais parler plutôt d'informations falsifiées, d'informations forgées. Elles sont « journalisées », c'est-à-dire conçues pour ressembler à des informations telles que les journalistes les produisent, alors même que les producteurs de fake news sont pourtant très critiques vis-à-vis des médias voire franchement hostiles aux journalistes, souvent insultés par le terme « journalopes ».

Ces créations d'informations falsifiées prennent des formes variées : détournement d'images ou de vidéos pour leur faire illustrer un fait ou un pseudo fait qui n'a rien à voir ; usages de faux comptes pour mettre sous la plume d'une personnalité des propos qu'elle n'a jamais défendus ; « défactement » d'un site d'information avec création d'une adresse URL ressemblante pour publier une information sous le nom d'un journal existant et dans une mise en page trompeuse car hyper-ressemblante ; rédaction de pseudo articles publiés sur des blogs peu crédibles et souvent complotistes qui véhiculent des rumeurs sordides ; création de faux documents censés faire preuve, republiés sur les comptes de réseaux socionumériques grâce à l'appui de bots qui automatisent et massifient artificiellement la viralité des messages.

Fake news et post-vérité

Cette notion de fake news est en lien étroit avec une autre notion qui a connu aussi une éclosion spectaculaire en 2016, celle de post-vérité que nous avons déjà eu à définir. Le *Oxford Dictionary* proclama, d'ailleurs, le terme « post-truth » mot de l'année 2016 en le définissant ainsi : « Un adjectif se rapportant ou indiquant des circonstances dans lesquelles des faits objectifs influencent moins l'opinion publique que l'appel à l'émotion et à la croyance personnelle. » Et la rédactrice en chef du *Guardian*, Katharine Viner, encore sous le choc de la victoire du « Leave » au référendum britannique, acquise lors d'une campagne particulièrement

mensongère, déplorait, en juillet 2016, que « à l'ère de la politique post-vérité, un mensonge préremptoire peut devenir roi ». Article auquel un éditorial du New York Times vint faire écho, en se désolant que « ce n'est pas que la vérité soit falsifiée ou contestée, mais qu'elle soit devenue secondaire. »

Les fake news prospèrent donc dans un contexte de crise de confiance généralisée vis-à-vis des « sachants », ceux qui portent une parole de vérité (les journalistes, les professeurs, les experts...) et un climat de doute généralisé puisque les repères sur lesquels étayer un jugement de véracité semblent se dérober sous les pieds de beaucoup d'internautes.

La psychologie plus ou moins complotiste de certains, la propension à la crédulité telle que l'analyse le sociologue Gérald Bronner, sont si ancrées chez certains, que le fait que des sachants fassent un travail de vérification des faits et cherchent à rétablir des vérités contre les rumeurs, devient chez eux la preuve ultime que le mensonge est véridique, car « le système » se défend, cherche à étouffer l'affaire, à nier la réalité, etc.

Quand le rétablissement de la vérité des faits est la preuve ultime du bien-fondé du mensonge, alors il n'y a plus de débat démocratique possible.

Les conditions du débat démocratique menacées

Car le débat démocratique est normalement régi par des règles de la conversation établies par le philosophe du langage britannique Paul Grice : les « maximes conversationnelles » qui fondent la civilité et le vivre ensemble. L'échange conversationnel repose, entre autres, sur un principe de coopération réciproque selon lequel les interlocuteurs s'engagent à reconnaître l'autre comme un partenaire légitime afin de favoriser la poursuite de l'échange.

Faire d'un « sachant » exerçant sa fonction sociale un défenseur d'un « système » fantasmé revient à lui nier toute légitimité à s'exprimer. Le dialogue est aussi implicitement régi par un principe de qualité, dit Grice. Il pourrait se résumer ainsi : ne dites pas ce que vous n'avez pas de raisons suffisantes de considérer comme vrai ou encore : n'affirmez pas ce pour quoi vous n'avez pas suffisamment de preuves. Or si on peut débattre légitimement de l'interprétation des faits, de l'angle sous lequel on peut voir la réalité, la base d'une saine discussion démocratique est de s'entendre sur la matérialité de certains faits avérés.

Un étudiant a-t-il été grièvement blessé, « la tête complètement explosée », « dans le coma », lors de l'évacuation par la police du site de Tolbiac de l'université Paris1 le 20 avril 2018 ? Si oui, est-ce un simple accident ou est-ce le fruit d'un agissement de la police ? Si c'est le cas, est-ce qu'une charge a occasionné sans le vouloir un geste conduisant à l'accident ou est-ce le fruit d'une agression délibérée ? Si rien de tout ceci n'a existé, c'est donc un pur mensonge, une manipulation pour tenter de mobiliser d'autres étudiants, pour rallier des non grévistes à la cause. Ce fut le cas, obligeant ensuite les sites militants qui avaient véhiculé cette fake news à rétropédaler honteusement.

Mais dans ce cas, il ne peut pas y avoir d'entre-deux indéfinissable : ce serait une rumeur colportée de bonne foi qui s'expliquerait par le choc émotionnel des grévistes délogés qui n'auraient fait qu'exagérer des cas de violence policière avérés. De même, si Charles Maurras,

soutien inconditionnel de l'armée française, a justifié la fabrication d'une pièce compromettante contre le capitaine Dreyfus, en la nommant « faux patriotique », c'est bien au détriment de la matérialité des faits : si cette note est frauduleusement forgée de toutes pièces, alors elle n'a pas voix au chapitre dans l'arène judiciaire et le débat démocratique.

Voilà pourquoi la prolifération des fake news, grâce notamment aux réseaux socionumériques, doit être considérée comme un grave symptôme de délitement politique. Le symptôme d'une crise de confiance de nombreux gouvernés vis-à-vis de ceux qu'ils perçoivent comme des élites, des sachants, contre ceux qu'ils vivent comme leur donnant la leçon car prétendant établir les règles du débat démocratique sur la reconnaissance mutuelle de la véracité des faits.

D'où la célébration dans la bouche de certains, y compris de leaders politiques démagogiques, des « faits alternatifs » : façon de voir le monde qui entend s'exempter du principe de réalité au profit d'une fabrication de faits qui servent une cause, qui donnent à voir un fait qui n'existe pas mais pour mieux montrer une réalité trop peu visible pour le grand public qui a donc besoin « d'informations forgées », de fake news pour enfin crever les yeux de tous. La fake news, artifice obligé pour devenir outil d'éveil des consciences, en somme. La justesse d'une cause justifierait alors pleinement ces coups portés au principe de réalité.

Comment en est-on arrivé là ? Tous coupables ou responsables

Évidemment, les historiens nous rappelleront utilement que les manipulations sont vieilles comme l'Antiquité, que le mensonge en politique pullulait déjà avant Internet, que la rumeur est « le plus vieux média du monde ». Mais si le terme fake news a fait florès, c'est qu'il traduit autre chose : un climat politique et technologique singulier où chacun a sa part de responsabilité.

Responsables, les politiciens de tout bord et de tous pays qui ont cru à l'ère de la communication reine que pour être élus ou pour arriver à ses fins, il suffisait juste de fabriquer des mensonges plus gros et plus sophistiqués. Comme l'invention pure et simple qu'il fallait intervenir en Irak à cause d'armes de destruction massive imaginaires, faisant de ces faux récits des armes de communication massive pour embobiner l'opinion publique.

Responsables, également, les « marchands de doute », tous ces communicants et lobbyistes qui foulent aux pieds les chartes éthiques de leur profession et sont prêts à tordre les faits, à nier les acquis de la science pour défendre les intérêts de leurs clients industriels. Comme, par exemple, nier les liens entre cancer et cigarettes (les fameux Tobacco papers). Ou encore nier les effets néfastes du glyphosate sur la santé humaine alors que des documents internes à la firme Monsanto montrent comment la multinationale a fait paraître des articles académiques coécrits par ses employés, mais signés par des scientifiques de renom acceptant des subventions du groupe pour cela. Tout ceci afin de contrer artificiellement les informations dénonçant la toxicité possible du glyphosate.

Responsables, aussi, les journalistes et les médias qui font mal leur travail, qui à coup de

maladresses, de traitements dans l'urgence et sans recul, de mauvaise chasse au scoop, de vérifications insuffisantes, publient des informations erronées, et donc érodent la crédibilité de l'ensemble de la profession en contribuant à la malinformation. Y compris en digérant mal des publications scientifiques, via une vulgarisation hasardeuse.

Responsables, bien sûr, les plateformes de réseaux sociaux comme Facebook qui n'a jamais lutté spontanément contre les fake news. Elle a laissé s'installer une économie politique des fake news dont la firme tire profit. En effet, sur les réseaux socionumériques ces contenus sont plus partagés que ceux sérieux et avérés, au point que des petits malins peuvent gagner de l'argent en fabriquant ces contenus mensongers, comme ces étudiants macédoniens qui ont inondé Facebook de fake news pro-Trump juste pour arrondir leur fin de mois.

Responsables, également, les chercheurs en sciences sociales qui poussent jusqu'à l'absurde la théorie pourtant stimulante de la « construction sociale de la réalité » héritée de P. Berger et T. Luckmann. Ce qui aboutit à un relativisme consternant, où un corps inerte sans activité cérébrale et sans battement de cœur ne serait pas mort tant que cela ne viendrait pas à se savoir socialement, où il n'existerait aucune différence biologique objective de sexe, etc.

Responsables, ces sites d'information parodiques, comme le très drôle Gorafi ou The Onion, par exemple, qui à force de jouer avec les codes des énoncés journalistiques contribuent (malgré eux, certes) à créer une sorte de zone tampon entre l'information journalistique de qualité et les fake news. Une zone grise qui contribue à douter des informations en général : est-ce vrai ou bien s'agit-il d'une parodie ?

Responsables, bien sûr, les militants politiques, le plus souvent aux extrêmes, comme ceux couramment rassemblés sous le vocable de fachosphère, qui diffusent des mensonges pour alimenter leurs discours de haine et xénophobes, en se vantant – c'est un comble – de présenter la véritable information, impudemment qualifiée de « réinformation ».

Responsables, aussi, les puissances étrangères, telles la Russie ou la Corée du Nord, qui ont construit des usines à trolls pour inonder les pays de mensonges ou de messages payés, véritable stratégie informationnelle visant à polariser et à fracturer nos sociétés, afin de défendre leurs intérêts géopolitiques.

Responsables enfin, moi, toi, vous, nous, qui avons cédé un jour ou l'autre à la tentation de liker ou de partager un contenu douteux parce que « on ne sait jamais, c'est peut-être vrai », parce que « si c'est pas vrai c'est quand même rigolo », parce qu'on a cliqué sur le bouton partage sur la seule foi du titre, sans même ouvrir le lien ; parce que sous le choc de l'actualité (attentats par exemple) on est déboussolé, on perd ses réflexes critiques et on cède à la tentation du spectaculaire ou de l'émotionnel.

Tous coupables, donc, il revient à chacun d'agir et lutter sans relâche, chacun avec ses moyens, contre la société du doute, fumier sur lequel s'enracinent les fake news pestilielles.

[Publié le 13 mai 2018]

Fake news : de l'instrumentalisation politique d'un terme à la mode

Tourya Guaaybess

Maître de conférences en Sciences de l'Information et de la Communication,
chercheuse au CREM, Université de Lorraine



Attirail pour Halloween, automne 2016. Mike Mozart/Flickr, CC BY

« Fake news » est devenu un terme très à la mode. Plusieurs raisons ont été énoncées pour expliquer son succès et, notamment, les « fake news » lancées par Donald Trump pour décrédibiliser sa rivale Hillary Clinton lors de la présidentielle de 2016. L'expression importée a fait florès en France au moment du scrutin présidentiel par le truchement des intox du Front national sur le candidat Macron.

La focale placée sur les usages stratégiques de la désinformation sur les réseaux sociaux s'est déplacée sur tout ce qui n'était pas une information fiable. Cela a cristallisé des craintes légitimes, mais peut-on vraiment combattre, avec un même outil, la projection que chacun se fait de l'expression « fake news » ? À qui et comment s'imposera la loi « contre les fake news » ? Et qu'ajoutera-t-elle de nouveau aux lois existantes ?

La baudruche de la « fausse information »

En économie, on a connu les « bulles » : les actionnaires par mimétisme ont investi là où d'autres ont investi comme un seul homme sur une valeur boursière qui grossit, grossit... avant de chuter. Ils finissent par se réveiller avec la gueule de bois en se demandant pourquoi avoir tant misé sur une valeur finalement évanescante.

L'inflation dans le débat public de l'usage de l'expression « fake news » – un nouvel habillage pour qualifier des phénomènes informationnels différents – n'est-elle pas vouée, elle aussi, à revenir à sa juste proportion ?

Toutes les analyses s'accordent sur le fait que l'usage de ce terme importé d'outre- Atlantique ne dit rien d'inédit : les rumeurs ou la désinformation ont été largement documentées par les sciences sociales, notamment en sciences de l'information et de la communication.

Sans nier des réalités bien tangibles derrière cette taxinomie, il n'est pas inutile de participer à percer la baudruche qu'est l'expression de « fausse information ». Énumérons trois domaines dans lesquels a été greffée cette expression passe-partout.

La désinformation comme stratégie politique, voire comme tactique politicienne

Les exemples de la diffusion d'intox par Donald Trump, ou par le Front national lors des élections présidentielles en sont caractéristiques. C'est aussi ce à quoi se livreraient certains médias russes, selon le Président français.

Les propos diffamatoires présents dans les réseaux sociaux peuvent être sanctionnés par la loi, contrés par un contre-discours, mais peut-on les prévenir à la façon de *Minority Report*, la nouvelle futuriste de Philip K. Dick, adaptée par Steven Spielberg ? Cette histoire est une fiction, précisément parce qu'elle nous renvoie à une société où les hommes sur le point de commettre un méfait seraient appréhendés avant de passer à l'acte.

N'est-il pas pertinent d'écouter ceux qui plaident en faveur du développement d'un regard critique des récepteurs (les émissions telles que « Arrêt sur images » sont trop rares) et de mettre au cœur des débats l'éducation aux médias que beaucoup appellent de leurs vœux aussi bien à l'école qu'à l'université.

La désinformation fondée sur des croyances sectaires ou des approches complotistes

Pas une nouvelle d'importance n'est diffusée sans passer par le filtre des thèses complotistes. Cela doit être pris au sérieux, même si la fréquentation des sites complotistes en France est volatile et ne touche qu'une minorité, soit moins de 1 % des personnes en ligne (contre 19 % de fréquentation pour le journal le Monde.fr), comme le montre une récente étude de Reuters Institute de l'université d'Oxford.

Surévaluer ce phénomène est contre-productif : c'est la critique qui a été faite de la

médiatisation dramatisée d'un sondage Ifop pour la fondation Jean-Jaurès et le think tank Conspiracy Watch. Les théories complotistes qui ont été abordées dans le cadre de ce sondage datant de janvier 2018 – la terre serait plate, la CIA serait derrière l'assassinat de JFK, le 11 Septembre aurait été organisé par le gouvernement américain, sans oublier les thèses négationnistes... – sont hétérogènes, et devraient être traitées chacune comme une problématique spécifique plutôt que sous l'appellation générique de fake news.

Les théories du complot n'appartiennent-elles pas, en effet, à différentes catégories ? Remettre en question la théorie de l'évolution de l'espèce est une chose, penser que les industries pharmaceutiques sont systématiquement de mèche avec les pouvoirs publics en est une autre, forger des théories démentes autour d'une catégorie de la population pour attiser la haine en est encore une autre, autrement plus menaçante.

Rappelons que les propos racistes et antisémites sont réprimés par la loi. Comment combattre sans interdire les théories les plus farfelues ? Comment, dans une démocratie, concilier la liberté d'expression et respect d'autrui ? Ce n'est pas en relookant les théories complotistes en « fake news » qu'on répond à cette vieille question.

La désinformation, le plus souvent involontaire, de journalistes manipulés ou pressés

Le cas des faux charniers de Timisoara est un cas d'école, les manipulations des journalistes sur les théâtres de guerre sont nombreuses et, plus prosaïquement, on pourrait multiplier à l'envi les exemples d'informations diffusées trop rapidement, telle l'annonce du décès de célébrités... Du point de vue du journaliste, ces informations fausses, dommageables, sont moins causées par une volonté de désinformer que par la vitesse de circulation de l'information dans le contexte libéral d'une course au scoop.

Un mot valise, qui permet de disqualifier

On l'aura compris importer l'expression « fake news » en anglais dans le texte permet à moindres frais d'embrasser des phénomènes composites. Le préalable nécessaire est donc de purger ce mot valise afin de sérier les sens donnés à cette expression et, in fine, de réfléchir aux moyens de faire face aux diverses formes de désinformation.

Plus fondamentalement c'est aussi parce que son usage peut être instrumentalisé que l'on peut être circonspect. L'un des usages les plus discutables de l'expression est celui qui vise à mettre en doute une information en la taxant de « fake news » : c'est expéditif et potentiellement efficace dans la mesure où l'énonciateur de l'information est sommé de se justifier. Taxer une information déplaisante de « fake news », disqualifier à moindres frais le travail journalistique est une stratégie populiste.

L'exemple idéal-typique reste celui de Trump quand il accuse les journaux de publier des « fake news ». C'est non sans humour que le New York Times nous informe que, cette année, des « fake news awards » ont été décernés par Trump à la chaîne ABC, au *Washington Post*, au *Time*, à *Newsweek* ou au *New York Times* lui-même.

Pour un code de bonne conduite

La bonne fortune de l'expression est aussi instrumentalisée par les tenants d'une régulation du net. Comme lorsqu'on parle du schmilblick, il convient de préciser de quoi on parle quand on évoque les fake news.

Ainsi, les décideurs politiques, notamment dans les régimes autoritaires, arguent de cette volonté de combattre les fake news pour faire taire les médias. Le régime égyptien, par exemple, a surfé sur la tendance en fermant 21 sites d'information accusés de soutenir le terrorisme ou de diffuser des fake news (akhbar wahmia). On trouvera parmi les sites web bloqués, le site d'Al-Jazeera mais aussi celui d'un journal d'information indépendant et progressiste comme MadaMisr.

La régulation de l'Internet est un débat aussi vieux que le web, opposant les libertaires du net (ceux qui défendent sa neutralité) et les partisans d'une régulation. Ces derniers ont-ils intérêt à fonder leurs arguments- ou une loi- sur un terme aussi vaporeux ?

Ne peut-on pas définir un code de bonne conduite à destination des professionnels du service public et du personnel politique dans les médias numériques ? Les acteurs politiques se servent abondamment des médias numériques et notamment des réseaux sociaux, tout comme le citoyen ordinaire. Toutefois, l'intervention de ces premiers dans le débat public, via les réseaux sociaux, peuvent être plus fâcheux quand ils sortent de leurs prérogatives, à l'instar de Trump et de ses inénarrables tweets.

Heureusement plus rares en France, on pense à des ministres tweetant un avis sur la sélection d'un joueur de football, ou sur le protagoniste d'un procès en cours. A priori, ils sont tenus par un droit de réserve... ou, pour le dire autrement, par une certaine autocensure.

Poser les règles de l'expression des personnes en responsabilité publique dans les médias socionumériques, comme l'ont fait les journalistes, c'est poser la question de l'exemplarité par rapport à la diffusion d'information. On ne peut exiger du citoyen ordinaire qu'il maîtrise à ce point sa communication. C'est peut-être cette dissymétrie qui, finalement, est difficile à penser.

[Publié le 11 février 2018]

Le poids excessif de l'algorithme de Facebook dans l'accès à l'information

Nathalie Pignard-Cheynel, Jessica Richard, Marie Rumignani

Professeure assistante, Académie du journalisme et des médias, Université de Neuchâtel & Assistantes-doctorantes en journalisme numérique, Université de Neuchâtel



Depuis juin dernier, Facebook compte 2 milliards d'utilisateurs dans le monde. Pixabay, CC BY-SA

Le *news feed* (fil d'actualité) de Facebook célèbre ses onze ans avec deux milliards d'utilisateurs. Pourtant, beaucoup de mystères et de polémiques entourent son fonctionnement. Pour aider nos étudiants à mieux comprendre cette boîte noire, nous avons mené une expérimentation pédagogique inédite, au sein de l'Académie du journalisme et des médias de l'Université de Neuchâtel.

Comment Facebook opère sa sélection parmi des milliards de contenus pour nourrir le fil d'actualité de chacun de ses utilisateurs ? Entre modifications incessantes et débats autour de ses effets (bulle filtrante, fake news, etc.), l'algorithme de Facebook demeure opaque et lointain. Un sondage auprès des étudiants de notre école de journalisme confirme cette impression. La totalité des premières années de Master possède un compte Facebook, le consulte plusieurs fois par jour et 90 % déclare l'utiliser pour accéder à de l'information (comme près de la moitié des Américains). Et pourtant, quasiment aucun de nos étudiants n'avait déjà cherché des informations sur le fonctionnement du *news feed ranking algorithm* (c'est son nom).

Comme formateurs, il nous paraît indispensable que de futurs journalistes puissent mesurer les effets, puissants et complexes, de l'action des algorithmes sociaux sur la diffusion de l'information. Que ce soit pour se prémunir des impacts de la bulle filtrante (principe selon lequel les réseaux sociaux nous exposent prioritairement à des contenus conformes à nos idées) ou pour juguler la propagation des fake news à l'ère de la « post-vérité ».

Trois défis ont guidé notre réflexion :

- l'allant de soi : comment transformer une pratique quotidienne, intégrée et aussi évidente que l'utilisation de Facebook en un questionnement ?
- l'invisible : comment rendre intelligible la boîte noire que constitue l'algorithme de Facebook ?
- le fatalisme : comment lutter contre la sensation d'impuissance face à la complexité de cet objet ?

Dans la peau d'un militant

Lancée en février 2017, l'expérimentation ne pouvait trouver terrain plus favorable que l'élection présidentielle française. Quelques mois après le vote du Brexit et l'élection de Trump, elle cristallisait, à un niveau international, les interrogations et critiques sur le rôle de Facebook dans l'information des citoyens, la propagation de fake news et la polarisation du débat politique.

Le terrain de jeu étant trouvé, il fallait maintenant définir le cadre et les règles. Voici résumé en six points l'essentiel du protocole :

- la classe a été répartie en huit groupes : chacun incarnait un profil, au travers d'un « faux » compte (temporaire), correspondant à une orientation proche d'un ou une candidate de la campagne présidentielle : François Fillon, Benoît Hamon, Marine Le Pen et Emmanuel Macron (protocole élaboré en janvier 2017 avant l'ascension dans les sondages de Mélenchon). Afin de renforcer la dimension comparative, chacun des profils a été doublé avec une variation sur le sexe. De plus, l'équipe encadrante a créé deux comptes de contrôle neutres ;
- tous les groupes se sont abonnés à une même liste de 50 médias. Cet échantillon comprenait à la fois des pages de médias d'information mais également de sites de « buzz » ou encore de sites partisans, fortement engagés, y compris associés à la mouvance des fake news ;
- les seuls amis acceptés étaient les sept autres comptes participant à l'expérimentation ainsi que les deux comptes de contrôle ;
- quotidiennement, pendant six semaines, et via une connexion privée (pour éviter les interférences avec la « vraie » vie numérique des participants), les étudiants ont mené des actions sur leur profil fictif, en lien avec leur rôle (des likes, des partages de liens, des commentaires, etc.) et en fonction des hypothèses qu'ils voulaient vérifier (par ex : si je like toujours le même média, celui-ci supplantera-t-il tous les autres dans mon *news feed* ?) ;

- durant les quatre premières semaines, les groupes ont dû suivre drastiquement un protocole précis. Les deux dernières, ils ont eu carte blanche pour aller plus loin et tester d'ultimes hypothèses en sortant du cadre établi. Certains ont ainsi « trahi » leur candidat (un militant Hamon a basculé chez Mélenchon), d'autres ont suivi de nouveaux médias voire ont ajouté des pages de candidats, de partis politiques ou intégrés des groupes ;
- chaque semaine, pendant le cours, un temps commun de discussion et d'échange permettait de faire le point sur les résultats, les questions, les hypothèses, les étonnements. Et de réaliser d'éventuels ajustements pour la semaine suivante.

Décortiquer l'algorithme

Au terme de l'expérimentation, les étudiants ont pu identifier certains ingrédients de la recette du *news feed ranking algorithm*. Si ces résultats ne révèlent pas en soi de surprises majeures par rapport à des expériences similaires effectuées ces derniers mois (comme celle de Radio Canada ou de Libération), ils ont permis aux étudiants de prendre conscience de manière très concrète du poids de l'algorithme de Facebook dans l'accès à l'information.

Les amis et les groupes davantage valorisés que les médias

Même si les comptes « amis » étaient limités aux huit de l'expérimentation, leurs contenus se trouvaient le plus souvent en première position dans les *news feed* de chaque profil (devant ceux des pages médias). Plus intéressant, l'autre groupe supportant le même candidat (et donc partageant les mêmes idées et contenus), était généralement davantage mis en avant que les autres, confirmant le phénomène de bulle filtrante.

Un résultat qui démontre l'importance de la communauté : les publications des amis sont largement mises en valeur, et prennent l'ascendant sur le reste, comme l'a annoncé Facebook en 2016. Il y a un vrai sentiment d'appartenance à un groupe, et ce, au détriment des médias traditionnels qui perdent en visibilité, en impact et surtout en capacité de résonance.

L'actualité joue un rôle marqué sur les contenus présents dans le fil d'actualité

La période de l'expérimentation s'est déroulée en grande partie durant l'affaire Fillon qui a occupé les unes des journaux pendant plusieurs semaines. Cette actualité a eu un impact important sur les murs d'actualité des différents groupes qui ont tous observé une augmentation des informations relatives à François Fillon, même pour les profils aux antipodes de ce candidat.

Le média prime sur le contenu

Presque tous les groupes ont observé une polarisation de leur mur d'actualité en lien avec les idées du candidat suivi. Pour autant, c'est plus les médias (et leur couleur politique) que les contenus eux-mêmes qui semblaient déterminants pour l'algorithme.

Voici schématiquement les concordances entre les médias principalement présents dans le fil d'actu et la couleur politique des profils :

- Profils Macron : BFM, *Les Echos*, *Le Point*, *Marianne* ;
- Profils Hamon : *Libération* et Médiapart ;
- Profils Fillon : *Le Figaro* et *Valeurs Actuelles* ;
- Profils Le Pen : *Valeurs Actuelles*, Français de souche et Boulevard Voltaire.

Et le tri effectué est redoutable. Pour l'ensemble des groupes, le *news feed* ne se concentre que sur une dizaine de médias.

L'algorithme est peu subtil

Ceux qui ont voulu tester des hypothèses un peu complexes, voire mettre en défaut l'algorithme, ont été déçus ! Car l'algorithme n'offre finalement que peu de résistance aux challenges et s'avère très peu subtil dans la compréhension de ses usagers. Par exemple, ceux qui ont voulu commenter de manière négative des posts associés à leur opposant politique ou encore réagir à des contenus avec des « Grrrr » pour marquer leur mécontentement se sont rapidement aperçus que de telles subtilités échappaient à l'algorithme et qu'une action, qu'elle soit positive ou négative, vaut la même chose. Seule la trace de l'interaction, « l'engagement » dans le vocabulaire facebookien, compte. Ainsi, s'évertuer à commenter des posts de Français de souche pour déconstruire son discours produit finalement l'effet inverse : l'algorithme vous servira d'autres contenus d'extrême droite par la suite.

Dernier enseignement, et non des moindres : l'algorithme ne serait rien sans les usagers de Facebook. Cette expérimentation a permis à nos étudiants de prendre conscience des pratiques liées à la plateforme sociale, notamment de la facilité avec laquelle il est possible de se créer un faux compte et de la visibilité que peut lui offrir l'algorithme. Un groupe s'est ainsi étonné de voir l'un de ses commentaires, sans doute posté au bon endroit et au bon moment, liké plus de 1 300 fois lors du live du premier débat de la présidentielle. Sans que personne, dans les commentaires, ne mettent en doute la véracité ou la crédibilité du profil associé.

Dans la bulle filtrante

L'expérimentation visait en partie à explorer le phénomène des fake news et de la bulle filtrante. Certains groupes ont pleinement vécu cette expérience qui fut même, pour certains, difficile. Vivre six semaines dans une bulle d'extrême droite quand on ne partage pas ses idées, cela peut être perturbant témoigne cette étudiante. Et conduire même à une perte d'esprit critique, comme l'a confié l'un des participants à l'issue de l'expérimentation :

« C'était impressionnant de se laisser enfermer dans cette bulle, et on se rend mieux compte comment des personnes peuvent se retrouver enfermées dedans. Ce sont de vraies communautés, on peut presque y croire. Les articles semblent « réels », il faut prendre du recul pour réfléchir et se dire qu'au final c'est n'importe quoi ».

Lors du bilan collectif de l'expérience, nous avons pu nous rendre compte que l'immersion dans la peau numérique de militants avait marqué les étudiants et eu un fort impact émotionnel sur certains d'entre eux. Une étudiante a, par exemple, pris pleinement conscience de ce qu'on appelle de nos jours les « maux 2.0 ». Enfin, certains ont été particulièrement déstabilisés par l'agressivité de beaucoup de commentaires, l'emballlement dont ils peuvent faire l'objet et plus largement le refus du débat de nombre d'usagers de Facebook.

Changer de regard... et de pratique

Dans l'ensemble les étudiants ont apprécié l'expérimentation et plus des trois-quarts ont déclaré qu'ils s'abonneraient désormais à de nouvelles pages médias pour ouvrir leur fil d'actualité à d'autres points de vue. Ce retour réflexif sur leur pratique s'avère un élément essentiel de notre approche. Nous voulions que les participants prennent conscience du terrain d'investigation qu'est Facebook, y compris comme source d'information pour les journalistes. Sur ce dernier point, les étudiants ont témoigné avoir eu accès à des mondes et à des gens « que l'on ne voit pas habituellement sur notre fil d'actualité » ainsi qu'à des usages du réseau social très différents du leur.

« Je suis abonnée ou je like que des médias dits de gauche. Je pense qu'il faut que j'arrête d'être dans ma bulle, lire des informations que je n'aurais pas eu l'occasion de trouver dans mon fil d'actualité. »

De l'intérêt d'étudier Facebook dans une école de journalisme

L'option d'une approche pédagogique innovante, inspirée de l'esprit lab, semble une voie féconde pour s'attaquer à un sujet aussi capital que la place de Facebook dans l'accès à l'information, dans les pratiques journalistiques et par conséquent dans la formation des futurs professionnels. Avec pour ambition de les amener à porter un regard attentif, professionnel et réflexif sur une plateforme devenue en quelques années l'un des principaux pourvoyeurs d'audience des médias et avec laquelle les journalistes ne peuvent plus guère « faire sans ». Alors autant qu'ils le fassent de manière éclairée.

NB : Andrew Robotham et Vittoria Sacco ont également participé, au sein de l'Académie du journalisme et des médias, à la mise en place et au suivi de cette expérimentation et sont chaleureusement remerciés de leur apport au projet.

[Publié le 25 septembre 2017 sous le titre original :
« Au-delà du mur, l'algorithme de Facebook mis à l'épreuve »]

Citoyens, journalistes et acteurs du numérique : tous à l'assaut des *fake news* ?

François Allard-Huver

Maître de conférences en information-communication, CREM, Université de Lorraine



Sept types de fake news. FirstDraft/Wardle

En ce début d'année 2018, parmi les annonces les plus remarquées de Marc Zuckerberg figure l'idée de s'appuyer sur les utilisateurs de Facebook pour confirmer les sources de telle ou telle « news ». Le fondateur de Facebook souhaite que son réseau diffuse « plus de nouvelles provenant de sources largement reconnues dans notre communauté », déléguant ainsi une part du travail de vérification et de vérification de l'information aux utilisateurs et non plus aux seuls médiateurs traditionnels de l'information comme les journalistes – notamment le fact-checking, les chercheurs ou les experts.

Si de nombreux articles journalistiques et travaux universitaires ont été consacrés récemment aux fake news, à la post-vérité et à leurs conséquences, on oublie bien souvent de se pencher sur le difficile travail de décryptage de ces informations fallacieuses tant leur nature est parfois complexe à déterminer.

Premières cibles des « infox », les utilisateurs des réseaux peuvent être les premiers à interroger la nature des informations auxquelles ils sont exposés dans la guerre du faux.

Fake ou pas fake ?

« Fake news », « fausses nouvelles », « alternative facts », « post-vérité » autant de formules qui

circulent activement dans les médias et tout particulièrement sur les réseaux sociaux. Le travail de définition de ces formules et des réalités complexes qu'elles recouvrent n'en est encore qu'à ses débuts.

Leur popularité révèle cependant une certaine confusion dans l'esprit du public voire des professionnels de l'information face à la diversité des éléments qu'elles recouvrent, et certains appellent même à changer de dénomination. En effet, ces termes sont loin de désigner une seule et même dimension du faux, d'autant plus dans le cadre des « fausses nouvelles », tant il est parfois difficile d'établir si un élément est faux ou non, s'il s'agit de « mésinformation (partage malencontreux d'informations incorrectes) » ou plutôt de « désinformation » (création et partage délibéré d'informations fausses).

Il s'agit alors de distinguer la nature – parodie, faux contexte ou contenu fabriqué – des intentions – enrichissement, mauvais journalisme ou envie de nuire – de ceux qui créent, profitent et diffusent de fausses informations. Pour les professionnels de l'information, il faut aussi repérer le « *click bait* » profitant, par exemple, d'une actualité, ou la révélation d'un supposé complot, ce qui ne manque pas de faire rire les internautes. Petit retour sur quelques décryptages.

#MacronLeaks : un travail de décryptage à plusieurs niveaux (sémiotiques)

Deux jours avant le second tour de l'élection présidentielle, opposant Emmanuel Macron à Marine Le Pen, à seulement quelques heures de la fin de la campagne officielle, un nombre important de prétendus documents appartenant à En Marche fuitent sur les réseaux sociaux. Sous le hashtag : #MacronLeaks, la nouvelle circule sur Twitter, relayée par Wikileaks et reprise également par l'ancien numéro deux du Front national, qui la juge alors crédible. En marche réagit en affirmant qu'une partie des documents est bien issue d'un piratage visant à influencer les résultats de l'élection.

Dans le même temps, de nombreux utilisateurs des réseaux, journalistes, professionnels des médias et du numérique se penchent sur les emails, données et les documents « fuités ». Ainsi, une photo d'un soi-disant tweet envoyé aux militants d'En marche pour perturber une manifestation contre Marine Le Pen, s'avère être un faux grossier généré maladroitement qui décroche même la « palme du ridicule » sur le site Hoaxbuster.

Faisant preuve d'un certain flair sémiologique, certains internautes montrent le caractère fallacieux de ce « *leak* » en questionnant à la fois la véracité des contenus (le message porté par le texte) et la véracité des documents (le format de l'heure sur le message). Les commentaires des cadres du Front national dans cette affaire sont néanmoins très intéressants ; pour eux, peu importe la véracité ou non du faux, ce qui compte c'est que « tout le monde pensait qu'il était vrai au départ », et plus encore qu'il « est d'autant plus vrai qu'il correspond exactement à ce qu'il s'est passé ». Le faux devient alors un fait alternatif, quelque chose qui aurait pu être la vérité, pour ceux qui cherchent à défendre le « fake » ou à se défendre d'avoir participé à sa circulation et à une opération nette de propagande.

#Ernottegate : une fausse fake news ?

Avec les « fake » rien n'est pourtant simple et, dans certains cas, le consensus sur l'interprétation même de la nature du faux déchaîne les passions et les conflits entre les médiateurs de l'information.

Ainsi, lorsque Buzzfeed dénonce une fausse vidéo montée de toutes pièces pour créer un scandale contre Delphine Ernotte, présidente de France Télévision, et relayée par David Rachline, nombre de journalistes font circuler l'information et attestent la thèse d'un faux. Cependant, Libération réfute la thèse de la fake news, arguant que la nature parodique du contenu est mise en avant par David Rachline lui-même.

S'agit-il d'un fake, d'un faux fake, d'une vraie parodie ou d'un vrai fake qui se fait passer pour une parodie (et probablement un bon piège à clics pour faire du buzz) ? Le FN joue nettement sur la confusion entre les différents types de faux, arguant la parodie quand il y a contenu fabriqué et fallacieux, pour se jouer des médias et des journalistes ou en alimentant des initiatives de « réinformation » à l'encontre des « médias officiels ». Nonobstant les intentions de ses créateurs, la vidéo est prise au sérieux par de très nombreux militants du Front national.

Ce point nous rappelle que, quel que soit l'époque où circulent de fausses informations, ceux qui les créent font non pas simplement preuve d'un « mépris absolu et total de la vérité » mais également d'un mépris « des facultés mentales de ceux à qui elles s'adressent » (Alexandre Koyré, 1943, « Réflexions sur le mensonge »). Les militants du Front (qui n'ont pas perçu l'ironie de David Rachline) apprécieront...

Interroger l'écosystème de l'information, stimuler le sens critique du public

Face à l'explosion de fausses informations, ces deux exemples nous montrent qu'il n'est pas possible d'apporter une réponse simple au phénomène et que le travail des médias seuls n'est pas suffisant, d'autant plus auprès de certains publics qui ne leur accordent plus leur confiance.

Si les réseaux socionumériques s'associent avec les médias pour mettre en place des initiatives de vérification des informations, c'est avant tout la question de la crédulité de certains internautes qu'il faut adresser afin d'enrayer la propagation de faux tout comme la fameuse « économie du clic ».

Sans pour autant sombrer dans la judiciarisation proposée par le Président Macron, l'implication de la société civile en tant que médiateur des contenus, tout comme un travail d'éducation aux médias et de littératie numérique pour les citoyens doivent accompagner les initiatives des acteurs des médias et ce en premier lieu à l'université.

[Publié le 4 février 2018]